

sexualité dans l'apprentissage et la pratique du plaisir, et non plus dans la stricte fonction reproductive.

L'heure d'imaginer et de donner naissance aux êtres nouveaux du socialisme ne sonne pas qu'au matin de la prise de pouvoir. La lutte commence dès aujourd'hui, contre l'embrigadement de la jeunesse, contre l'autorité parentale et la famille, contre la ségrégation entre les sexes à tous les niveaux de la formation professionnelle à la vie sociale et politique.

## sommaire

FEMMES EN LUTTE .....	p. 3
POUR L'AVORTEMENT GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE .....	p. 5
L'avortement aujourd'hui .....	p. 7
L'avortement : un phénomène social de masse .....	p. 9
Les projets de réforme .....	p. 11
Les autres projets .....	p. 15
CONTRACEPTION LIBRE ET GRATUITE POUR TOUS .....	p. 20
De la loi de 1920 à la loi Neuwirth .....	p. 20
La loi Neuwirth .....	p. 23
La réalité de la contraception .....	p. 25
La pilule en question .....	p. 26
Criminel ici, miracle là-bas .....	p. 31
La contraception « monopolisée » .....	p. 32
En France : contraception au point mort .....	p. 33
PATRIARCAT ET CAPITALISME .....	p. 36
LA SAINTE FAMILLE DU CAPITAL .....	p. 37
LE CAPITALISME RENTABILISE JUSQU'AU SEXE .....	p. 40
LA VOIE FAMILIALE VERS LE SOCIALISME .....	p. 43
LA LIBERATION SEXUELLE DE LA JEUNESSE .....	p. 45
LE SOCIALISME DE DEMAIN SE PREPARE DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI .....	p. 49
Annexe : Manifeste des femmes .....	p. 51
Manifeste de médecins .....	p. 52

# pour l'avortement libre et gratuit sur simple demande

## UN million de femmes

avortent chaque année en France. L'avortement est interdit. C'est le délit le plus répandu, quasiment la subversion ! C'est que les causes en sont singulièrement puissantes. Elles sont liées à la société d'exploitation.

La pilule est théoriquement autorisée mais sa diffusion est contre-carrée à la fois par la non mise en place de l'infrastructure nécessaire et par une contre-propagande qui vise quotidiennement à en limiter les « dégâts » : 6 % des femmes prennent la pilule.

L'avortement majoritaire dans la classe ouvrière et dans la jeunesse se fait clandestinement et dans les pires conditions : il y a longtemps que les ouvrières avortent dans les poubelles !

La contraception ne touche que les couches supérieures et moyennes des grands centres urbains, elle est utilisée dans les milieux où la dimension de la famille obtenue se rapprochait déjà de celle qui était souhaitée avant l'ère de la pilule et par des secteurs culturellement développés.

Les problèmes de contraception et d'avortement mettent à nu l'incapacité du système capitaliste à assurer la santé de la population. Ils doivent être attaqués par les révolutionnaires d'un double point de vue : celui de l'injustice sociale et au niveau idéologique, celui des tabous institutionnalisés par la société.

Il existe sur ces problèmes une sensibilisation à l'échelle internationale. La crise des valeurs traditionnelles et le développement de la technique rendant plus aigu l'aspiration à se libérer des contraintes qui pèsent sur l'activité sociale.

En France, face à cette sensibilisation, la bourgeoisie propose des pseudo-réformes, tel est le projet Peyret dont on parle depuis 1970 dont la discussion au Parlement est reportée à chaque session. Il ne règle en rien le problème de l'avortement.

L'ampleur du problème éclate au niveau de la jeunesse où la répression sexuelle sévit avec toute sa rigueur. Les lycéennes enceintes sont traquées à la fois par leur famille, l'administration et sont parquées dans des ghettos. Des enseignants sont suspendus pour avoir parlé avec leurs élèves de problèmes sexuels.

Contraception et avortement sont attaqués par la bourgeoisie au nom de l'ordre moral. Il est vrai que la pilule, méthode efficace à 100 %, menace les valeurs sacrées de la bourgeoisie que sont le mariage, la famille, la stabilité de celle-ci et les révolutionnaires doivent sur ce terrain dénoncer l'idéologie bourgeoise au service de la loi du profit.